

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les défis et priorités de la politique étrangère de la France, à Paris le 28 août 2014.

Monsieur le Président du Sénat,

Monsieur le ministre des Affaires étrangères, cher Laurent FABIUS,

Mesdames et Messieurs les ministres,

Mesdames et Messieurs les parlementaires,

Mesdames et Messieurs les ambassadeurs,

Nous nous retrouvons pour cette Conférence qui est devenue un rendez-vous incontournable, un rite, mais qui se situe, aujourd'hui, dans un contexte particulièrement lourd.

Au cur du Moyen-Orient, une organisation barbare tente de prendre la dimension d'un Etat pour y imposer un califat. Rien que cela.

A l'Est de l'Europe, un conflit qui a déjà fait plus de 2 000 morts, met en cause les principes sur lesquels notre sécurité collective était fondée depuis la fin de la guerre froide.

A l'Ouest de l'Afrique, un fléau sanitaire s'ajoute au spectre terroriste et accable des pays qui, jusque-là, étaient regardés comme les plus dynamiques du monde sur le plan économique.

Ces crises qui peuvent paraître disparates, ne peuvent plus être regardées comme spécifiques ou régionales : elles sont globales et internationales. Elles ne nous sont pas extérieures, elles nous concernent directement. Ce n'est pas parce qu'elles sont loin qu'elles n'ont pas de ramifications, ici même. Elles nous concernent donc tous presque personnellement.

Quand un avion civil est abattu dans le ciel ukrainien, quand des combattants de la haine sont formés pour mener leurs tâches criminelles jusqu'ici dans nos pays, et quand des journalistes sont enlevés et assassinés dans des conditions effroyables, nous sommes tous concernés.

La France est consciente de l'extrême gravité de ces menaces.

Face à elles, elle ne peut pas rester indifférente ou spectatrice. Ce ne serait pas conforme à son histoire, encore moins à notre statut de membre permanent du Conseil de sécurité. Ce ne serait pas compatible avec notre intérêt bien compris et avec notre vocation de grand pays porteur de valeurs. Tel est le sens de notre politique extérieure : agir pour la paix et la sécurité du monde.

Tel est le travail inlassable de notre diplomatie, sous la conduite de Laurent FABIUS, dont je salue une nouvelle fois l'action.

La France est en mouvement. Sur tous les fronts.

D'abord au Moyen-Orient.

Ici même, l'an dernier, j'exprimais ma conviction qu'une intervention internationale était nécessaire en Syrie. A la suite de l'utilisation par le régime des armes chimiques, il s'agissait d'empêcher de nouveaux massacres. Je vous disais que l'inaction faisait le jeu des extrémistes. Hélas, la démonstration est faite et elle est implacable !

Je regrette que la mobilisation internationale pour régler la situation en Syrie ait fait à ce point défaut, notamment au Conseil de sécurité. Nous en mesurons aujourd'hui toutes les conséquences : le régime de Bachar El ASSAD poursuit, sans aucune retenue, sa politique de répression et les réfugiés se massent, chaque jour plus nombreux, dans les pays voisins et les groupes terroristes gagnent de nouvelles positions. Voilà le résultat.

Mais le danger n'a pas simplement grandi, ce qui serait déjà un péril. Il est devenu immense. Le conflit a débordé en Irak, un pays pour des raisons sur lesquelles je ne reviendrai pas qui était déjà soumis aux divisions, aux conflits inter-religieux et à l'instabilité. L'Etat islamique, en tout

déjà soumis aux divisions, aux combats inter-religieux et à l'instabilité. L'Etat islamique, en tout cas qui se prétend comme tel, s'est engouffré dans la brèche, parce que le terrorisme se nourrit toujours du chaos.

Ce groupe a conquis de larges parties du territoire irakien, en plus de ce qu'il avait déjà quasiment en possession en Syrie. Il menace aussi bien Bagdad que le Kurdistan irakien. Il s'en prend aux minorités, les chrétiens d'Irak, les Yazidis et d'autres aussi. La France a donc décidé de prendre ses responsabilités. Elle a fourni une aide pour venir en aide aux populations réfugiées, notamment au Kurdistan d'Irak. Elle a également livré des armes aux forces engagées en première ligne contre l'Etat islamique. Depuis, et tant mieux, d'autres pays européens nous ont rejoints, mais nous ne pouvons pas en rester là. Notre soutien doit être amplifié pour préserver l'unité de l'Irak et permettre que chaque communauté vive en paix.

C'est pourquoi j'ai lancé une initiative. Elle vise à améliorer la coordination (quand je dis « l'améliorer », c'est l'organiser) de l'action internationale contre l'Etat islamique, sur les plans humanitaire, sécuritaire mais aussi militaire. C'est le sens de la conférence internationale que la France propose de réunir ici même, à Paris, dès lors que le gouvernement irakien aura été constitué.

Car pour vaincre l'Etat islamique, pour vaincre le terrorisme, la première condition, c'est que les Irakiens eux-mêmes se rassemblent.

Pour vaincre l'Etat islamique, pour vaincre le terrorisme, il faut aussi que la communauté internationale prenne la dimension du danger et organise une mobilisation à cette hauteur, dans le respect du droit international.

Pour vaincre l'Etat islamique, chaque pays doit également s'engager à lutter contre les filières djihadistes, les filières du terrorisme international et prévenir les départs de jeunes fanatiques sur les zones de combat. Le Conseil de sécurité en sera saisi le 25 septembre prochain. Quant à la France, elle n'a pas attendu puisque nous mettons d'ores et déjà en uvre un plan anti djihadistes. Il a été adopté en Conseil des ministres au mois de mai.

Une large alliance est nécessaire, mais je veux que les choses soient claires : Bachar El ASSAD ne peut pas être un partenaire de la lutte contre le terrorisme. C'est l'allié objectif des djihadistes. Il n'y a pas de choix possible entre deux barbaries parce qu'elles s'entretiennent mutuellement. La France est également en soutien des pays de la région qui accueillent les réfugiés. Je pense à la Jordanie mais également à la Turquie et forcément au Liban. Aujourd'hui, le tiers de la population qui vit au Liban est d'origine syrienne, par la force des choses. Au Liban, nous sommes liés par un pacte d'amitié et nous veillons à préserver, autant qu'il est possible, l'unité de ce pays ami. Nous avons, là encore, décidé de livrer à son armée, en liaison avec l'Arabie saoudite, des moyens opérationnels. Ils lui sont indispensables pour assurer la sécurité dans une région déjà tourmentée, non pas simplement par ce qu'il se passe en Syrie et en Irak, mais aussi compte tenu de la résurgence du conflit israélo-palestinien qui a connu, ces dernières semaines, une phase dramatique.

C'est la troisième crise de Gaza en 6 ans après celle de 2008 et celle de 2012 mais c'est aussi celle qui est la plus meurtrière (plus de 2 200 morts).

Aujourd'hui, un cessez-le-feu a été trouvé et négocié au Caire. Je veux saluer tous ceux qui y ont contribué. La France a joué son rôle. Des engagements ont été pris par chacune des parties. Ils doivent donc être strictement, précisément, rigoureusement mis en uvre car Gaza ne peut plus rester une base armée pour le Hamas, ni non plus une prison à ciel ouvert pour ses habitants. Il faut aller vers une levée du blocus progressive et une démilitarisation du territoire.

La France, là encore, a fait des propositions pour assurer une supervision internationale de la destruction des tunnels et sécuriser la réouverture des points de passage entre Gaza d'une part, Israël et l'Egypte d'autre part et donner à l'Autorité palestinienne les moyens de répondre à la crise humanitaire et d'entreprendre une nouvelle fois, je dis bien une nouvelle fois, la reconstruction de Gaza.

C'est le chemin de la paix qu'il convient de retrouver. Au plus vite. Chacun en connaît les conditions et les paramètres. Je vais les répéter : un Etat palestinien démocratique et viable, vivant aux côtés de l'Etat d'Israël en sécurité. Mais nous voyons bien que les formules finissent

par s'épuiser. La négociation pour la négociation ne suffit plus, dès lors qu'elle n'aboutit jamais. Nous devons lui donner toujours sa chance et la responsabilité en revient aux parties-prenantes. Mais il reviendra à la Communauté internationale de prendre l'initiative.

Le rôle des Etats-Unis est décisif. Mais celui de l'Europe ne l'est pas moins : elle doit agir et utiliser tout le potentiel, par exemple, de l'initiative arabe de paix. Elle n'a pas été suffisamment prise en compte depuis 2002. C'est l'Europe qui fait beaucoup pour reconstruire, développer la Palestine. C'est l'Europe qui doit aussi faire pression, sur les uns et sur les autres, et ne pas être simplement un guichet vers lequel on s'adresse pour effacer les plaies de conflits récurrents. Parallèlement, nous avons à trouver une issue aux discussions avec l'Iran, parce que là-aussi tout est lié. Notre objectif, il est tellement simple que je peine à l'énoncer, c'est de faire renoncer l'Iran à l'accès à l'arme nucléaire.

La France a montré sa fermeté et Laurent FABIUS, à un moment décisif, a été particulièrement clair dans les négociations. La France s'est aussi montrée disponible et j'ai moi-même été l'un des premiers chefs d'Etat occidentaux à rencontrer le Président iranien ROHANI. C'était l'année dernière, lors de l'Assemblée générale des Nations Unies. Mais je constate que les discussions entre l'Iran et les 5+1 ont été reportées, après avoir été ensevelies par je ne sais quelles conditions posées et qui n'avaient pas lieu d'être. De même, il y a toujours des voix qui s'élèvent pour dire qu'il serait bon de lier les négociations avec l'Iran, sur le nucléaire, avec la situation en Irak. Je récusé tout lien, il n'aurait aucun sens. L'Iran doit tout simplement avoir le courage de prendre les mesures qui démontreront, de façon vérifiable et incontestable, son renoncement à une capacité nucléaire militaire.

C'est vrai que la crise irakienne démontre que nos préoccupations ne divergent pas toujours avec l'Iran et que ce pays peut être un interlocuteur s'il décide, c'est la condition essentielle, de s'inscrire dans les principes qui permettent un échange sincère et utile. La France est prête à considérer l'Iran comme tel. Mais à ces conditions et seulement à ces conditions.

Voilà déjà ce qui devrait nous mobiliser pour la paix et pour la sécurité : le Moyen Orient, le Proche Orient.

Mais la paix et la sécurité sont également menacées à l'Est de l'Europe. A quelques heures d'avion d'ici.

Notre continent connaît, en Ukraine, l'une des crises les plus graves depuis la fin de la guerre froide. Je veux exprimer devant vous la position de la France sur ce sujet grave.

D'un côté, la Russie doit respecter la souveraineté de l'Ukraine, arrêter son soutien aux séparatistes et les amener à accepter un cessez-le-feu bilatéral. La Russie doit contrôler effectivement sa frontière et en terminer avec les transferts d'armes et de matériels. S'il était avéré que des soldats russes sont présents sur le sol ukrainien, ce serait bien sûr intolérable et inadmissible.

De l'autre, les autorités ukrainiennes doivent faire preuve de retenue dans les opérations militaires et décider d'une large décentralisation au bénéfice des régions russophones et écarter toutes provocations.

La solution à la crise en Ukraine est politique, elle n'est pas militaire. C'est pourquoi le 6 juin dernier, lors des commémorations du Débarquement, j'ai saisi l'opportunité de la présence du Président POUTINE et du Président POROCHENKO pour permettre qu'il y ait cette première rencontre. La présence d'Angela MERKEL a été utile à ce moment. Depuis, la Chancelière et moi-même avons poursuivi nos démarches pour tisser les fils, renouer les contacts. Nous y sommes parfois parvenus, mais nous n'avons pas pu obtenir jusque-là un règlement de la situation.

Les Européens ont dû renforcer les sanctions. Elles seront forcément maintenues, voire augmentées, si l'escalade se poursuit. Je le dis nettement, je ne souhaite pas en arriver là. Ce n'est pas l'intérêt de la Russie, ce n'est pas l'intérêt de l'Europe, ce n'est pas l'intérêt de la France. La Russie ne peut, à la fois, aspirer à être une puissance reconnue du XXIème siècle et ne pas en respecter les règles. Elle subit, en ce moment même, un isolement croissant et les conséquences d'un ralentissement de sa croissance sont avérées, à cause des sanctions.

Cette contradiction, c'est bien évidemment d'abord au Président russe de la résoudre. J'ai dit

plusieurs fois à Vladimir POUTINE que la France et l'Union européenne souhaitent poursuivre l'approfondissement de nos relations avec la Russie. Parce que la Russie est un grand pays, parce que la Russie a également son destin sur le continent européen et qu'il y a un lien historique, culturel, économique entre la Russie et la France.

Mais, aujourd'hui, la crise ukrainienne est un blocage. Raison de plus pour le lever rapidement ! La France y est prête avec l'Allemagne. Je fais une nouvelle fois la proposition de se réunir dans le format qu'on appelle maintenant « Normandie » - la marque est déposée ! - pour trouver un accord global. Mais on ne va pas se réunir à quatre si les conditions de cet accord ne sont pas posées.

Notre disponibilité est donc là, nous y travaillons avec la Chancelière. La réponse doit venir notamment du côté russe.

La paix et la sécurité de l'Europe ne se jouent pas qu'en Europe, mais également loin d'Europe. J'évoquais le Moyen-Orient, le Proche-Orient. Je dois parler de l'Afrique.

C'est un continent ami auquel l'Histoire, là aussi, nous lie. Les commémorations de cette année nous ont encore rappelé ce qu'avaient fait les Africains, pendant la Première Guerre mondiale et pendant la Seconde, pour assurer nos victoires, c'est-à-dire notre liberté. Alors il y a ce lien de sang qui demeure. Mais il y a aussi cette conviction que l'Afrique est le continent de la croissance.

En ce moment, les ambassadeurs peuvent en témoigner, l'Afrique se couvre de projets, met en place les infrastructures, exploite ses ressources minières, fait des efforts considérables en matière de nouvelles technologies ou même de transition énergétique. Rien qu'en 2013, six des dix économies les plus dynamiques du monde sont africaines. C'est dire si la vision de l'Afrique, que beaucoup ont, doit changer.

Lors du Sommet de l'Elysée en décembre dernier, nous avons essayé de moderniser la tradition des rencontres entre la France et l'Afrique. Nous avons pris des décisions importantes. D'abord, la France va consacrer 20 milliards d'euros au cours des dix prochaines années pour le développement de l'Afrique. L'Agence française de développement jouera un rôle de premier plan dans cette stratégie. Nous avons même eu l'idée avec les entreprises, parce que rien ne peut se faire sans les entreprises qu'une Fondation franco-africaine pour la croissance pouvait permettre d'être un levier, pour que nous puissions être utiles à l'Afrique et utiles aussi à nos entreprises. Cette fondation est en train de se mettre en place et d'engager ses premières actions.

Mais en même temps que je parle de l'Afrique, par les liens qui nous unissent par l'histoire, par l'économie, par les liens humains, je dois aussi parler de l'Afrique comme d'un continent vulnérable. L'épidémie Ebola en est, encore une fois, la démonstration tragique. Elle aurait appelé une réaction encore plus rapide. Cette épidémie a déjà fait plus de 2 000 morts et encore nous n'avons toujours pas recensé toutes les victimes

Depuis le début de cette épidémie, la France s'est impliquée aussi bien le ministère des Affaires étrangères que le ministère des Affaires sociales et de la Santé. Les experts de l'INSERM et de l'Institut Pasteur ont identifié la présence du virus dès l'origine. Aujourd'hui ces mêmes experts contribuent activement au diagnostic et à la surveillance de la maladie. Ils sont présents, courageusement présents, sur place.

Je veux saluer aussi les organisations non gouvernementales présentes pour former, accompagner, soigner les malades et constater, hélas, les ravages du virus. La France doit montrer sa solidarité. Elle n'est pas que financière, elle doit être aussi scientifique, humaine. Toutes les mesures ont été aussi prises pour protéger nos ressortissants. Des moyens militaires, j'en remercie le ministre de la Défense, ont été déployés pour assurer une capacité d'évacuation sanitaire. Elle est mise à la disposition de l'Organisation mondiale de la santé.

Les épidémies font leur lit de la pauvreté et sont les produits de la fragilité des systèmes de santé. Voilà pourquoi la France, j'en ai décidé, a maintenu la contribution qu'elle verse au Fonds mondial de lutte contre le Sida, le paludisme et la tuberculose.

D'une manière générale, même dans ces moments où nous traversons ce que l'on appelle des « difficultés budgétaires » (en fait, nous connaissons des déficits depuis plus de dix ans, mais nous

difficultés budgétaires » (en fait, nous connaissons des déficits depuis plus de dix ans, mais nous avons décidé tout simplement de les réduire), même dans ce contexte que chacun connaît, la France continue de figurer parmi les tous premiers donateurs mondiaux en matière de développement. Elle a accru la concentration de ses moyens : en 2013, l'aide de la France en direction des pays les moins avancés a augmenté du tiers par rapport à 2012. Nous ne le faisons pas simplement par générosité, nous le faisons aussi parce que nous sommes conscients que cette misère et cette pauvreté peuvent créer un terreau au terrorisme.

L'Afrique, malgré ses atouts, est un continent menacé par l'insécurité. Chaque fois qu'un pays ami est victime du terrorisme, nous sommes à ses côtés. Chaque fois qu'il est aussi victime d'un risque d'affrontement qui peut déboucher sur des massacres ou même un génocide, nous sommes également à ses côtés, sans rien demander en échange, sans avoir aucune idée de contrepartie ou d'intérêt mercantile.

En décembre dernier, nous sommes intervenus en République centrafricaine, nous avons évité le pire, je dis bien le pire. Nous avons été les premiers, j'y reviendrai. Mais, aujourd'hui, l'Union européenne fait un excellent travail avec l'EUFOR. Les casques bleus dans quelques mois, c'était d'ailleurs notre volonté, vont prendre le relais. Nous sommes également soucieux que l'Etat centrafricain se reconstitue et que puissions avoir, en même temps, une transition démocratique. Cela veut dire des élections.

Au Mali, la décision avait été prise au début de l'année 2013. Certains oiseaux de mauvais augure nous avaient dit que nous serions là pour toujours... Nous avons fait notre travail. Je salue l'action qu'ont pu conduire le ministre de la Défense, Jean-Yves LE DRIAN, et les forces armées. Le résultat est là, la démocratie a été rétablie, les projets de développement redémarrent. La réconciliation est en cours. Elle a tardé, c'est vrai. Et la France appuie, sans réserve, l'action de l'Algérie en faveur de ce processus.

Quant à nos forces armées, elles contribueront, sous d'autres formes, à notre présence militaire. Nous l'avons adaptée et elle prendra d'autres formes pour éviter la résurgence du terrorisme. C'est l'opération Barkhane qui fait que nous sommes moins présents au Mali et davantage sur des sites où nous étions déjà installés. Nous faisons en sorte qu'avec 3 000 hommes nous puissions assurer la sécurité de l'Afrique de l'Ouest.

Mais aussitôt fermé un risque, écartée une menace, un autre péril surgit. Nous l'avons vu au Nigeria : Boko Haram avec son intention de bâtir un califat. Qu'avons-nous fait ? Nous avons mis sur pied une réaction internationale, réuni ici les pays de la région (ce qu'on appelle les pays du bassin du lac Tchad) et permis que les renseignements, les échanges d'informations, les actions éventuelles puissent être coordonnées. Le Nigeria 20ème puissance économique du monde, l'économie la plus dynamique d'Afrique et sans doute la première vit dans la menace de Boko Haram. Le Nigeria a confiance en la France et la France fera tout pour préserver la capacité du Nigeria à être une grande économie et un grand pays démocratique.

Mais je vais vous livrer ma préoccupation majeure, à ce moment même, alors qu'il y a pourtant tant de sujets d'inquiétudes et de vigilance. C'est la Libye.

La confusion est totale, des groupes djihadistes ont pris le contrôle de sites importants et pas simplement de sites pétroliers. Il y a deux parlements, deux gouvernements, même si, pour nous, il n'y en a qu'un seul de légitime. Il y a aujourd'hui des milices et il y a, au sud de la Libye, une formation de groupes terroristes qui attend d'intervenir.

Si nous ne faisons rien je n'entends rien de sérieux, rien de politique, rien d'international c'est le terrorisme qui se répandra dans toute cette région. Alors, la France demande aux Nations Unies, parce que ce sont elles qui doivent prendre leurs responsabilités, d'organiser un soutien exceptionnel aux autorités libyennes pour rétablir leur Etat. Nous devons également être très attentifs par rapport aux voisins de la Libye : l'Egypte mais aussi la Tunisie, parce que la Tunisie peut être l'exemple de la réussite des printemps arabes. Ils étaient partis de là et il est à craindre que ce soit le seul résultat. Faut-il encore le préserver.

Pour répondre à toutes ces sollicitations, à tous nos devoirs, à tous les risques, la France dispose d'un outil militaire efficace. C'est pourquoi j'ai décidé de maintenir les crédits de la loi de programmation militaire. Chacun considère que c'est un choix d'évidence. Quand on a à réduire

les déficits, quand on connaît une croissance faible, il a fallu, non pas simplement l'insistance du ministre de la Défense, mais toute la conviction qui doit être la nôtre et la vôtre, pour que nous prenions bien acte qu'avoir un outil de défense, ce n'est pas simplement un élément de puissance, c'est une condition même pour notre propre sécurité.

Mais nous ne pouvons pas simplement en rester à des volumes de crédits sur lesquels je vois des spécialistes dissenter au centime d'euro près. Ce qui compte, c'est l'usage de ces crédits : est-ce qu'ils sont employés pour être les mieux adaptés aux menaces ? D'où l'enjeu de la cyberdéfense, par exemple, mais aussi du renseignement. C'est pourquoi j'ai veillé à ce que les capacités de la DGSE puissent être également renforcées.

Je disais que parfois nous courons le risque on ne nous le reproche pas à l'étranger, c'est exceptionnel, mais en France d'agir seul. Je réponds que nous ne sommes pas seuls, nous sommes les premiers. C'est assez différent. Nous sommes parfois même des pionniers dans la solidarité internationale. Mon intention est toujours d'agir avec nos partenaires européens. Parce que plus que jamais, j'ai la conviction que l'Europe doit être présente en tant que telle dans un monde où la neutralité n'est plus permise.

L'ambition mille fois répétée d'une véritable Europe de la Défense surtout de la part de ceux qui ne font rien doit maintenant devenir une réalité. L'Union européenne ne peut pas tout attendre d'un ou de deux Etats membres je dirais essentiellement d'un, c'est-à-dire la France pour assurer l'essentiel de l'engagement budgétaire et humain au bénéfice de la sécurité de tous. Cette prise de conscience et ce partage de l'effort sont les conditions du renforcement de l'Europe sur la scène internationale.

Dans quelques jours, je me rendrai au sommet de l'OTAN qui doit définir sa mission et savoir à quoi elle sert. Il y a une idée que nous allons promouvoir, c'est celle de doter l'Alliance d'une capacité de réaction rapide, pour faire face aux crises, et dans laquelle chaque pays membre doit prendre sa part.

La France est un pays qui compte sur la scène internationale, grâce à sa diplomatie, grâce à l'outil de défense. Mais l'avenir de la France, c'est aussi son économie. Les attributs de la puissance, les attributs de l'influence, ne sont pas simplement liés à la politique extérieure. C'est aussi ce que nous sommes capables de faire sur le plan de l'économie, de l'industrie, de notre compétitivité. On me dit que je suis loin du sujet. Non je suis dans le sujet parce que la France doit mobiliser tous ses atouts, toutes ses énergies pour rester à son niveau. Aujourd'hui, c'est la cinquième puissance économique du monde.

C'est pourquoi j'ai engagé le pacte de responsabilité et de solidarité et défini aussi une stratégie de compétitivité pour que les entreprises soient plus modernes, plus fortes et que notre commerce extérieur puisse être rééquilibré.

D'ailleurs, je considère que le redressement du commerce extérieur fait partie de la politique extérieure. C'est la raison qui a justifié que nous puissions rassembler, autour du ministre des Affaires étrangères, les services et les moyens du commerce extérieur. C'est votre rôle aussi aujourd'hui, Mesdames et Messieurs les ambassadeurs.

Pour accompagner nos entreprises à l'exportation, nous devons revoir un certain nombre de nos dispositifs. La simplification, là aussi, a sa place avec une unité de pilotage. Ce qui fait souvent le charme de la France, c'est la pluralité des acteurs, y compris administratifs. Mieux vaut concentrer, pour mieux décider et pour agir plus vite.

Je sais que c'est une mission nouvelle pour vous. Vous en connaissez l'enjeu et je vous demande de l'exercer avec tous les ministères, tous les opérateurs et notamment la Banque publique d'investissement et toutes les régions françaises qui font également beaucoup pour le développement des exportations. Notre cible, ce sont les PME qui doivent être davantage à l'international. Et nous devons nous concentrer aussi sur certaines zones géographiques.

D'abord l'Asie, là où la croissance est la plus forte.

L'année 2014 a été marquée par le cinquantième anniversaire de la reconnaissance par la France de la République populaire de Chine. Les Chinois y étaient très attachés. Nous avons reçu le Président Xi Jinping. Il m'avait lui-même reçu en Chine. Nous avons signé des accords

importants d'une valeur de 18 milliards d'euros. Nous avons toujours un déficit de plus de 25 milliards d'euros avec la Chine. Donc il y a de la marge ! C'est ce que nous avons fait comprendre. Le rééquilibrage du commerce extérieur n'est pas une décision administrative, mais il suppose que nous ayons un dialogue avec la Chine et la capacité d'offrir technologies, investissements, compétitivité

Avec l'Inde, nous avons également une relation de confiance. L'alternance n'a rien changé. Avec le nouveau Premier ministre Narendra MODI, nous avons établi un programme de travail. Nous avons confiance pour un certain nombre de contrats. Je l'ai invité à venir à Paris d'ici la fin de l'année.

Avec le Japon, là aussi, nous avons fait en sorte que la confiance soit au rendez-vous. J'ai effectué une visite d'Etat en juin 2013 et j'ai reçu le Premier ministre ABE en mai 2014. Nous avons consolidé des partenariats en matière politique notamment en matière de défense et de démocratie et sur le nucléaire civil, question éminemment sensible. Nous avons fait en sorte d'avoir une coopération de haut niveau par rapport aux conséquences de Fukushima.

Mais je veux aller plus loin, nous devons faire un travail avec tous les pays de la région. Je vais les citer tous, parce que tous sont importants : la Corée du Sud, le Vietnam, l'Indonésie, Singapour, la Malaisie, la Birmanie, la Mongolie, les Philippines, l'Australie, la Nouvelle-Zélande. Je ne veux écarter aucun pays et je vais demander à tous les membres du Gouvernement d'aller faire un certain nombre de déplacements. Je demande aux ambassadeurs de les organiser.

Moi-même, vous le savez, j'irai en Australie dans le cadre du G20. Je ferai une visite dans ce pays où, jusque-là, aucun Président de la République française n'était allé. Pourquoi dis-je cela ? Non pas parce que je cèderais à une mode «Asie-Pacifique », là où serait la croissance de demain, mais parce qu'il y a là une population, un dynamisme et aussi un enjeu. En plus, dans ces pays, l'image de la France est bonne, pour ne pas dire excellente. Il y a une demande de culture et de produits français.

Il y a une autre région du monde où nous devons être encore davantage présents, c'est l'Amérique latine. C'est un pôle majeur. Nos entreprises l'ont parfaitement compris. Elles y investissent davantage. Nous devons aussi faire des coopérations technologiques. Je suis allé au Brésil dans le cadre d'une visite d'Etat, c'était à la fin de l'année dernière. Je suis allé au Mexique, début 2014. Je dois dire que ce que nous avons mis en place, avec le Conseil stratégique franco-mexicain, est un exemple à suivre pour tous les grands pays, notamment en Amérique latine : associer pas simplement les diplomates et les responsables politiques cela nous pouvons y parvenir sans peine mais associer les entreprises, les acteurs culturels, les personnalités, ceux qui s'aiment mutuellement C'est le cas entre la France et le Mexique, malgré l'Histoire ou à cause de l'Histoire.

Nous avons transposé ce modèle et je me rendrai en Argentine et au Pérou en 2015.

Globalement, je voulais insister devant vous, malgré la gravité de la conjoncture que nous vivons (je parle de la conjoncture politique internationale), sur l'enjeu de l'attractivité. Nous devons multiplier les décisions d'investissement créateur d'emplois en France. Là aussi, c'est une tâche que vous devez accomplir. Non pas simplement attirer des entreprises pour qu'elles viennent dans les pays amis, pour développer un courant d'échange, mais également susciter dans les pays où vous êtes un intérêt pour la France, pour des investissements en France.

Laurent FABIUS, avec le ministre de l'Intérieur, a fait en sorte que nous puissions simplifier la délivrance des visas pour les investisseurs, les entrepreneurs, les étudiants, les chercheurs...

Parce que c'était quand même un paradoxe : on voulait que les gens viennent, mais on ne leur permettait pas de venir. Ce qui est compliqué pour investir, sauf à le faire sur internet mais cela n'a pas donné toujours les résultats escomptés

De la même façon, le tourisme est devenu pour nous un élément d'attractivité. C'est le principe même, le symbole même, de l'attractivité qui veut venir nous voir. Nous sommes la première destination touristique du monde. Cela flatte notre orgueil Mais nous ne sommes pas le pays qui a le plus d'excédent dans sa balance touristique. Cela heurte nos habitudes... Nous devons faire en sorte que nous puissions proposer des produits, des équipements, et être le plus possible

accueillants, parce que si l'on n'est pas bien reçu, il n'y a aucune raison qu'on vienne nous voir. Cela commence, et Laurent FABIUS en a fait l'expérience lui-même, à l'aéroport.

Nous n'allons pas faire que les ambassadeurs aillent dans les gares pour faire agent d'accueil. Mais s'il le faut, nous le ferons ! Ce que nous devons faire, c'est que l'ensemble des acteurs économiques se mobilisent par rapport à cette ambition-là. J'ai donné un chiffre : le tourisme, c'est 7% du PNB, c'est deux millions d'emplois. Nous voyons que nous avons, puisque nous sommes le pays le plus beau du monde, un certain nombre de marges à construire. Nous le ferons avec la culture.

La culture, ce n'est pas une forme d'excellence française que nous proposons au monde avec obséquiosité et avec le souci que notre langue puisse être parlée sans que nous fassions d'effort pour qu'il en soit ainsi. La culture, c'est un vecteur, non seulement d'influence, non seulement de partage, mais aussi de développement économique. La bataille des industries culturelles, on le voit bien, va bientôt arriver, avec des opérateurs qui vont venir, dès cet automne, pour proposer leurs produits. Nous pouvons ériger des barrières, fixer des cordons sanitaires sur le plan culturel, c'est perdu d'avance. Ce qu'il faut, c'est être les meilleurs, tout en défendant l'exception culturelle. C'est ce que nous allons faire dans toutes les négociations internationales.

Les industries culturelles doivent être pour nous un enjeu majeur comme, d'ailleurs, le développement international de nos universités, de nos grandes écoles. Parce que nous devons permettre à plus de jeunes Français de découvrir le monde. Nous n'avons rien à craindre, lorsque nous voyons un certain nombre de jeunes diplômés aller à l'étranger cela serait le contraire qui serait pernicieux à la condition bien sûr qu'ils reviennent et qu'ils viennent donner leur talent à leur propre pays qui les a formés. N'oublions jamais qui a formé, parce que nous ne sommes rien sans la République !

Et puis, il y a l'accueil des étudiants étrangers en France. Là-aussi, nous devons faire en sorte qu'il y en ait davantage, parce que c'est une condition pour notre propre influence.

Le rayonnement, c'est la francophonie. Jacques ATTALI vient de me remettre un rapport qui souligne l'immense atout économique que la francophonie peut représenter. Je veux que la dimension économique de la francophonie soit présente, lors du prochain sommet de l'OIF à Dakar, au mois de novembre.

Enfin, défendre la place de la France dans le monde, c'est aussi plaider dans les lieux majeurs de décisions, notamment le G20, pour une croissance plus forte et plus équilibrée. C'est ce que nous ferons en Australie, à Brisbane. Nous continuerons à mettre à l'agenda, les choses ont progressé, la régulation financière et la coopération fiscale internationale.

Ne croyons pas que nous sommes, là aussi, isolés dans ce combat. Les Etats-Unis et même un pays comme le Royaume-Uni sont venus en soutien. Parce que c'est l'intérêt de tous que la finance noire ou grise puisse être éradiquée et que les conditions fiscales de la concurrence puissent être précisées.

Enfin, il y a un grand rendez-vous nous l'avons-nous même fixé en l'accueillant : la Conférence sur le climat à la fin de l'année 2015. Chaque jour, chaque minute même, les conséquences du réchauffement climatique se font de plus en plus dévastatrices. Ils engendrent des catastrophes, des déplacements de population, de l'instabilité politique et des conflits meurtriers.

Tout le gouvernement, je dis bien tout le gouvernement, est mobilisé. C'est le défi du siècle. Je veux saluer aussi l'action de Nicolas HULOT qui, à mes côtés, fédère les initiatives de la société civile, c'est-à-dire, les entreprises, les chercheurs, les citoyens, sur tous les continents par rapport à cet enjeu.

En septembre, je me rendrai au sommet des chefs d'Etat et de gouvernement sur le climat organisé par BAN Ki-moon, aux Nations Unies. J'y annoncerai la stratégie d'action de la France pour la préparation de la Conférence de 2015, la COP21. D'ores et déjà, j'ai apporté mon soutien à la démarche de la Banque mondiale pour donner un prix au carbone. Parce que si l'on veut réorienter les investissements vers l'efficacité énergétique et les énergies propres, il faut que la pollution ait un coût. La France participera aussi à la capitalisation, tant attendue, du Fonds vert pour le climat d'ici la fin de l'année.

Si nous voulons convaincre ce n'est pas facile, on se rappelle des échecs cuisants à Copenhague £

ils tiennent sans doute à la méthode, mais ils tiennent aussi à la réticence à la résistance d'un certain nombre de pays, nous devons être exemplaires en France et exemplaires en Europe. En France, nous le sommes, puisque cet automne, Mme ROYAL, le ministre de l'Ecologie va présenter le projet de loi sur la transition énergétique et la croissance verte. Les deux formules sont importantes. La transition énergétique pourra être au rendez-vous pour le climat. Mais aussi la croissance verte parce que ce sont des atouts pour notre propre développement économique. L'Europe devra très bientôt, à la fin de l'année, déterminer sa politique énergétique et climatique à l'horizon 2030.

Mesdames et Messieurs les ambassadeurs, je vous demande de placer la COP21 au cur de vos priorités. Le ministre des Affaires étrangères vous définira tout au long de la journée, comment y parvenir.

Je voudrais conclure sur l'enjeu majeur que représente l'Europe pour notre pays. Lors des élections européennes, pas simplement en France, mais notamment en France, les citoyens ont exprimé leur défiance, mais aussi leurs exigences.

La réponse, c'est que l'Europe doit changer. Elle doit remettre en cause un certain nombre de politiques, clarifier son organisation, retrouver le soutien des peuples et surtout gagner la bataille de la croissance et de l'emploi. Pourquoi ?

Parce qu'un jeune sur quatre en Europe est au chômage. Parce que la reprise est trop faible.

Parce que l'inflation est trop basse. Parce que l'Euro est trop cher. Parce que l'Europe est menacée par une longue et peut être interminable stagnation, si nous ne faisons rien.

Agir, c'est le faire d'abord à l'échelle nationale. C'est ce que la France fait. Elle n'a pas attendue la réorientation de l'Europe, même si elle y travaille, pour faire ses réformes. Ces réformes sont engagées. Elles portent dans de nombreux domaines, avec le souci de la compétitivité et de la justice.

Mais ces réformes que l'on appelle structurelles doivent avoir ce but : améliorer la performance économique et sociale de nos pays. Ces réformes ne pourront marcher que si l'Europe se mobilise aussi et crée un contexte. Les deux sont liés. N'attendons pas tout de l'Europe, mais ne pensons pas que ce seront seulement les réformes structurelles (nécessaires, indispensables) et la réduction du déficit public (que nous devons poursuivre) qui suffiront. Il faut qu'il y ait un esprit, une coordination et également des choix.

La BCE a commencé à agir. Mais beaucoup dépendra de la façon dont les banques saisissent ces liquidités de la BCE et les mettent à disposition de l'économie. Nous vivons quand même un paradoxe, jamais les taux d'intérêts n'ont été aussi bas. Je ne parle pas des taux d'intérêts français qui sont historiques. On est aujourd'hui à 1,30 sur les marchés, avec un écart entre les taux français et les taux allemands de 0,3. Jamais cela n'a été aussi bas.

Apparemment, tout va bien. Les capitaux s'investissent, les taux d'intérêts sont bas, mais l'investissement tarde, pourquoi ? Parce que le canal de transmission n'est pas automatique. Il y a un problème de transmission de la politique monétaire, pourtant très favorable au crédit, aux entreprises qui n'accèdent pas suffisamment à ces crédits. C'est pourquoi, je réunirai au mois de septembre les Assises du financement pour l'investissement, pour que nous puissions avoir davantage de mobilisation pour l'investissement.

La BCE prend ses responsabilités. Mario DRAGHI a fait des déclarations. Je ne vais pas les interpréter parce que cela ne serait pas forcément lui rendre service et nous rendre service par la même occasion. Mais en même temps, elle peut, comme elle en a parlé, aller plus loin si nécessaire. Les pays qui connaissent la reprise la plus forte, je pense aux Etats-Unis, ont une politique monétaire qui a été un très fort soutien à l'activité.

A côté de la politique monétaire, il faut une politique budgétaire qui doit jouer un rôle important et tenir compte des situations conjoncturelles, ce que l'on appelle les circonstances exceptionnelles. Est-ce que l'on est dans une circonstance exceptionnelle ? Oui : stagnation (même s'il y a une reprise, elle est trop faible) et inflation faible. Certains parlent de déflation, nous n'en sommes pas là.

Là aussi, il y a une situation assez curieuse. C'est que nous nous plaignons de l'inflation faible, et

les Français de la vie chère... Les deux sont vrais. C'est-à-dire que le taux de croissance des prix peut être effectivement bas et, en même temps, le sentiment que certains prix sont trop élevés, notamment pour les plus fragiles, existe. Nous devons faire en sorte qu'il puisse y avoir une prise en compte de ces situations dans la conduite de la politique budgétaire de chacun des pays. Le rythme de réduction des déficits doit donc être compatible avec les objectifs de croissance et la situation de faible inflation.

L'Europe doit faire aussi davantage, elle doit relancer ses investissements, portés d'ailleurs sur les priorités essentielles : les infrastructures, la recherche, l'innovation, la formation, l'environnement. Jean-Claude JUNCKER a annoncé 300 milliards euros, avec des investissements publics et des investissements privés. Là aussi, nous ferons en sorte que ce plan-là puisse être non seulement confirmé mais mis en œuvre. Et que cela puisse être fait dans les meilleurs délais.

C'est la position que je défendrai lors des prochains Conseils européens : une nouvelle initiative de croissance et une pleine utilisation des flexibilités dans le rythme de réduction des déficits, dans le respect des règles européennes mais avec tout ce qu'elles permettent.

Je proposerai qu'un sommet de la zone euro puisse être réuni dans les meilleurs délais pour prendre les décisions nécessaires.

C'est l'intérêt de l'Europe car c'est sa place dans l'économie mondiale qui est en cause. Nous ne pouvons pas être regardés comme un continent qui aurait la plus faible croissance du monde et qui serait le seul continent à ne pas vivre la reprise économique.

Le changement en Europe, ce sont aussi des politiques d'avenir : une politique de l'énergie pour réussir la transition, une politique du numérique pour rattraper le retard qui a été pris, pour constituer des leaders à l'échelle mondiale et pour respecter et faire respecter ce qu'on appelle les données personnelles.

Et puis le changement en Europe, c'est d'avoir aussi des exigences de transparence et de réciprocité dans les négociations internationales et notamment pour le traité transatlantique. C'est cette exigence de transparence et de réciprocité que j'ai portée auprès de la Commission européenne avec nos amis italiens.

Enfin le changement en Europe, c'est une meilleure surveillance des frontières extérieures de l'espace Schengen et notamment en Méditerranée. Le ministre de l'Intérieur a pris une décision, à ma demande, avec l'Italie pour faire en sorte que nous puissions éviter les drames qui se produisent en Méditerranée. Nous devons faire en sorte qu'il y ait un renforcement de ce que l'on appelle « Frontex » - organisation, protection, surveillance des frontières - mais aussi que, dans l'espace européen, nous préservions la libre circulation des personnes.

Les institutions européennes auront à s'organiser par rapport à ces priorités. Jean-Claude JUNCKER, nouveau Président de la Commission, présentera bientôt son collègue des commissaires. J'ai désigné Pierre MOSCOVICI pour être le commissaire français. Et j'ai demandé au Président, qui a toute liberté pour composer son équipe, qu'il puisse avoir une responsabilité économique dans cette Commission. A lui ensuite de faire ses choix.

La France continuera à tenir son rôle en Europe. Pour l'Europe, pas simplement pour la France, même si la France ne peut pas être regardée comme un pays qui ne serait qu'un pays d'Europe. Nous sommes la deuxième économie de l'Europe, nous sommes la nation qui consacre le plus à son effort de défense en Europe. Nous sommes le pays qui a une politique extérieure qui est à la fois conforme aux délibérations européennes, mais qui prend des initiatives. Nous devons donc avoir la place en Europe qui correspond à notre statut.

Mais nous sommes aussi lucides : l'Europe à 28, peut-être demain davantage, doit changer ses modes de décisions et son organisation. J'ai plaidé, et je continuerai de le faire - des discussions vont avoir lieu puisque certains pays veulent se désengager de l'Union européenne - pour qu'il y ait une union différenciée. Que ceux qui veulent aller plus vite, plus loin, notamment dans le cadre de la zone euro, puissent avoir une organisation qui puisse être adaptée à cette exigence d'agir. C'est ce modèle-là qui permettra de donner à la construction européenne son sens et peut-être sa légitimité aux yeux de nombreux peuples.

Mesdames et Messieurs les ambassadeurs, j'ai insisté sur la gravité des menaces. Je ne veux pas ici, assombrir encore le tableau, inquiéter nos compatriotes mais en même temps, rien ne serait pire que de faire croire que le monde n'est pas dangereux. Il l'est. Il n'est pas simplement dangereux, brutal, et parfois cruel pour les peuples qui subissent les conflits - 180 000 morts en Syrie, c'est sans doute un des drames les plus importants de l'après-guerre... Ce qui se passe à Gaza depuis maintenant trop d'années. Ce qui risque de se produire en Irak, avec l'extermination d'un certain nombre de minorités. Ce qui peut dégénérer en Afrique. Ce qui peut prospérer, le terrorisme, partout et avec ses filières et ses ramifications. Nous pouvons déplorer, nous devons agir.

Nous devons dire aux opinions publiques et je pense aux Français, que la meilleure protection, la meilleure sécurité, c'est de traiter les problèmes, c'est de ne pas les ignorer. La tentation existe, je la connais, de dire, tout cela ne nous regarde pas, tout cela est trop loin. Pourquoi allons-nous nous mobiliser en Afrique ou ailleurs. Est-ce bien là notre place ? A-t-on encore les moyens, les ressources de le faire ? Faut-il dépenser de l'argent alors que d'autres ne font rien ? Je sais bien que ces discussions ont lieu dans un certain nombre de familles, je ne parle pas que des familles politiques. Mais ce serait la pire des attitudes, le pire des comportements. Faire comme si tout cela n'existait pas.

Il y a 100 ans, l'Europe plongeait le monde dans un siècle d'horreurs. 100 ans Un ouvrage d'un historien australien, qui a défrayé la chronique, décrit l'enchaînement qui a conduit à cette catastrophe. Il s'appelle Les Somnambules. Somnambule, cela veut dire marcher mais ne rien voir : être apparemment réveillé mais dans un profond sommeil. C'est un risque qui peut, individuellement, ne pas nous concerner, mais collectivement parfois nous toucher. Ne soyons pas des somnambules qui marchent comme si le monde n'existait pas. Restons éveillés, vigilants, c'est ce que l'histoire nous a appris.

Notre politique étrangère va bien au-delà de nos intérêts. Elle a vocation à être utile au monde tout entier. C'est pourquoi, Mesdames et Messieurs les ambassadeurs, vous jouez un rôle très important. Vous êtes des acteurs décisifs de notre politique. Je veux saluer, à la fois, ce que vous faites et en même temps tous les fonctionnaires français qui sont en poste à l'étranger et qui œuvrent pour le rayonnement de la France.

Alors ensemble, avec courage, menons toutes les batailles nécessaires. Celles de la sécurité, du développement, de l'environnement, de la croissance, mais surtout menons le combat de la paix. C'est celui que la France a toujours mené. Et c'est ce qui fait collectivement, notre honneur et notre fierté.

Vive la République et vive la France !